

RÉOUVERTURE DES ÉCOLES — RAPPORT SUR LES DISCUSSIONS AUPRÈS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le 4 août 2020 • NUMÉRO 3

Le rapport suivant est un sommaire des réunions tenues au cours des deux dernières semaines.

Semaine du 20 au 24 juillet

Les appels prévus sur une base régulière pour la sous-ministre de l'Éducation et la table de tous les affiliés ont continué cette semaine et ceux du groupe de travail provincial – santé et sécurité ont repris. Encore une fois, les sujets étaient limités et peu de renseignements ont été partagés aux tables par le gouvernement.

Les sujets suivants ont été discutés.

Réouverture des écoles

Les fonctionnaires du Ministère continuent de se montrer prudemment optimistes que l'éducation en personne pourrait reprendre en septembre dans la plupart des régions. Les fonctionnaires du Ministère ont partagé les plans de réouverture de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse et ont indiqué qu'ils ont communiqué avec ces provinces. L'Alberta et la Nouvelle-Écosse planifient une éducation conventionnelle à l'école. Bien qu'ils continuaient à admettre qu'un mois constitue une longue période lorsqu'il s'agit d'une pandémie, ils ont également indiqué qu'ils continuent de croire que la réouverture complète des écoles est possible pour septembre.

Les secrétaires généraux des syndicats affiliés en éducation ont fait pression auprès des fonctionnaires du Ministère sur la nécessité à ce que le gouvernement soit honnête avec les Ontariennes et les Ontariens sur les véritables intentions concernant la réouverture des écoles et les risques liés à la réouverture complète. Nous avons également exercé des pressions sur eux au sujet du financement additionnel qui sera requis advenant la réouverture complète des écoles.

Groupe de travail provincial – Santé et sécurité

Les fonctionnaires du gouvernement ont réitéré que les plans des conseils scolaires devaient être présentés le 4 août 2020.

Les représentants syndicaux ont soulevé plusieurs questions qui doivent être prises en considération tant par le gouvernement que par les conseils scolaires. On comptait parmi celles-ci :

- La transition des élèves à besoins élevés et leur sécurité
- Suffisamment de temps pour préparer la transition
- Un protocole entourant la question des parents qui viennent chercher des élèves qui deviennent malades
- Comprendre combien d'enfants fréquenteront les écoles en septembre
- Un comité au niveau des conseils scolaires locaux pour examiner les situations uniques (c.-à-d. les évaluations du risque, les protocoles concernant es PEI, etc.)
- Le défi additionnel pour les conseils scolaires francophones qui traitent avec de multiples autorités locales de la santé publique
- Les refus de travail et leur fonctionnement – notant que le processus actuel n'a pas été modifié
- Comprendre qui conduira les enfants à l'école si les élèves ne prennent pas le transport scolaire
- Les enfants qui se rendent à l'école un jour sur deux et qui fréquentent une garderie ajoutent un risque d'exposition
- Un financement fourni aux conseils scolaires pour aider à la transition des enfants pour le retour à l'école
- Le processus de la CSPAAT pour les maladies professionnelles n'a pas été modifié et devrait être adapté

Redéploiement

Le Ministère a encore une fois remercié les syndicats et tous les membres qui se sont portés volontaires pour aider à cette cause. Il a confirmé qu'un membre avait été redéployé et qu'il n'y avait plus un besoin pour d'autres redéploiements.

Semaine du 27 au 31 juillet

La réunion prévue sur une base régulière entre les secrétaires généraux des affiliés, la sous-ministre et les hauts fonctionnaires du Ministère pour le 30 juillet a été remise à plus tard dans l'après-midi pour permettre au premier ministre et au ministre de l'Éducation de faire leur annonce sur la réouverture des écoles.

Le seul point à l'ordre du jour pour la réunion de 30 minutes a été la réouverture des écoles. Les secrétaires généraux ont profité de l'occasion pour exprimer leur profonde préoccupation et

leur désarroi concernant le choix du gouvernement de ne pas partager les détails sur le plan de réouverture avec les affiliés avant son dévoilement. Nous avons également indiqué en termes très résolus que nous avons été profondément troublés par le fait que les détails du plan n'ont pas été partagés à l'avance. Ce qui a été encore plus troublant, c'est notre exclusion de la séance d'information technique avant l'annonce du plan de réouverture à laquelle les médias ont été invités.

Au mieux de notre connaissance, il s'agissait pour nous de la première exclusion d'une séance d'information technique et cela représentait une nouvelle bassesse pour ce gouvernement.

Les hauts fonctionnaires du Ministère ont indiqué qu'ils cherchaient peut-être des amendements non précisés à la convention collective centrale, question à laquelle tous les affiliés ont indiqué que nous n'avions aucun intérêt à envisager tout changement que ce soit. Lors d'une autre table du Ministère, nous avons soulevé un certain nombre de préoccupations et de questions en ce qui concerne le plan de réouverture proposé du gouvernement y compris, sans s'y limiter, la financement du temps de préparation et de planification, les protocoles sur la sécurité, la formation du personnel occasionnel et temporaire, les protocoles de distanciation sociale pour les élèves, les effectifs de classe aux niveaux élémentaire et secondaire et le processus pour les parents qui optent de ne pas envoyer leur enfant à l'école. On peut en conclure que le gouvernement Ford n'est pas intéressé à une consultation réelle et pertinente auprès des syndicats qui représentent le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs de première ligne.